

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GERS FARINE

Casteljaloux
32390 Sainte-Christie

Références : OD/Ubd2447/2025/187
Code AIOT : 0005207809

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement GERS FARINE implanté 47700 Casteljaloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du suivi du dossier de la cessation d'activité de Gers Farine à Casteljaloux (47).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERS FARINE
- 47700 Casteljaloux
- Code AIOT : 0005207809
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est l'ancien moulin de Gers Farine, installation classée pour la protection de l'environnement sous le régime de la déclaration (broyage-concassage de substances végétales) le 13 août 1982 au nom de la SA Laurans, puis repris par la SA Gers Farine le 11 avril 2006 en partie, et la SCA Terre du Sud pour du stockage de céréales.

Cette société fait aujourd'hui partie du groupe Val de Gascogne.

Seul des bâtiments de type industriel et tours de manutention demeurent sur le site. Des bungalows servent de bureaux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à l'arrêt d'une ICPE	Code de l'environnement du 21/05/2014, article R512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection des intérêts mentionnés au L511-1	Code de l'environnement du 21/05/2014, article R512-66-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant Gers Farine, site de Castejaloux à déclaration au titre des ICPE, a bien effectué sa cessation d'activité conformément à sa réglementation.

Il doit toutefois justifier de sa démarche d'information du propriétaire et de la collectivité quant à l'usage et la mémoire du site conformément au code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/05/2014, article R512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation d'activité
Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Le site a fait l'objet le 1er septembre 2009 d'une déclaration de cessation d'activité du directeur de la SA Gers Farine. Le rapport de l'inspection du 21/09/2009 relevait l'absence de définition de l'usage futur, la mise en sécurité et la justification de compatibilité du site à l'usage futur à compléter.

Le 21/05/2014 un dossier de notification de cessation d'activité était fourni à l'inspection. Il a fait l'objet d'un récépissé en date du 27/05/2014.

Ce dossier établi par Socotec (ref FAC3613 V1 d'avril 2014) aborde l'ensemble des points prévus par l'article R512-66-1 du code de l'environnement et en apporte les justifications sur la mise en sécurité.

Ce dossier contient également un diagnostic environnemental simplifié permettant de justifier un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation.

Les éléments de mise en sécurité ont pu être vérifiés sur le site concernant l'élimination des produits dangereux et des déchets. Le site ayant été racheté par la société Castel'Loc, il y a lieu de considérer que la surveillance et la limitation des accès au site sont assurées ; la suppression des risques incendies et d'explosion également.

Le bureau d'études spécifiait de transmettre le diagnostic environnemental au futur acquéreur pour conserver la mémoire, ce qui est justifié dans cette situation où il existe une résiduelle de pollution.

La justification de l'information par écrit du propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme n'a pas été apportée par l'exploitant et n'est pas incluse au dossier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir la justification que l'information par écrit du propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme a bien été réalisée, et que, comme demandé par le bureau d'études de Gers Farine, le diagnostic environnemental a bien été fourni au futur acquéreur pour conserver la mémoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Protection des intérêts mentionnés au L511-1

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/05/2014, article R512-66-2
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-12, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier G13X9_14_023 V1 du 07/05/2014 traite d'un diagnostic environnemental simplifié de sols et sous sol du site. Il relève trois sources de pollution des sols par contamination aux métaux lourds jusqu'à 0.80m à proximité du poste de transformation électrique, aux hydrocarbures totaux jusqu'à 1.6m en bordure de la rétention de la cuve de fioul de 10000 L et à des pesticides organochlorés jusqu'à 0.4m sous la dalle du bâtiment de stockage de produits chimiques.</p> <p>Aucune mesure d'urgence n'est préconisée.</p> <p>La vulnérabilité des milieux se trouve pour les eaux superficielles et souterraines (1m de profondeur)</p> <p>Le schéma conceptuel ne considère pas comme voie d'exposition les enjeux eau en l'absence d'usage sensible (captages).</p> <p>Cette étude conclut à la compatibilité de l'état de pollution du site à son usage futur comparable à la dernière période d'exploitation.</p> <p>L'inspection considère que les sources de pollutions aux métaux et pesticides sont peu miscibles dans les sols, protégés sous dalle en béton et couvertes par un bâtiment pour la pollution aux pesticides. Ces polluants sont donc peu mobilisables.</p> <p>La pollution aux hydrocarbures totaux à hauteur de 500mg/kg de matières sèches n'est pas de nature à engendrer une pollution de la nappe souterraine en l'absence d'usage sensible des eaux souterraines en dehors du site.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu d'imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-12, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>

Type de suites proposées : Sans suite